

Les crédits

Je me demande si le député de Nickel Belt peut nous dire si les néo-démocrates ontariens élimineront leur taxe à la consommation, la taxe de vente provinciale, dans leur prochain budget ou s'ils en augmenteront le taux. Pourrait-il aussi nous orienter un peu sur la position de son propre parti, au sujet de la très difficile décision qu'il a prise et nous dire quelle sera sa position sur la TPS lors des prochaines élections? Continuera-t-il de soutenir qu'il faut l'éliminer? Le député peut-il dire aujourd'hui si lors de la prochaine campagne électorale, son parti s'engagera à éliminer la taxe fédérale à la consommation?

Est-ce sa position ou le NPD ne fait-il que bluffer pour nous mettre dans l'embarras alors que sa véritable intention est de modifier la taxe ou peut-être de la faire passer à 15 p. 100 ou environ?

M. Rodriguez: Monsieur le Président, j'aurais voulu que mon discours ait plus de substance, mais comme la politique des conservateurs, on peut lui donner l'interprétation que l'on veut.

Je voudrais indiquer quelle est notre position au sujet de la TPS. Nous avons toujours dit pendant toute la lutte à propos de celle-ci que ce n'était pas la solution. Traditionnellement, au Canada, les taxes à la consommation ont été la prérogative des provinces. C'est ainsi que celles-ci se procurent leurs recettes, en partie grâce aux taxes à la consommation. J'estime qu'elles sont rétrogrades. Notre parti estimait qu'il ne fallait pas mettre en place la TPS parce que nous la considérons comme un simple arnaque fiscal. Nous avons convenu que la taxe sur les ventes des fabricants était inéquitable, il fallait donc se procurer de l'argent si on voulait supprimer cette taxe. Nous avons fait à maintes reprises des propositions concrètes visant à établir un système d'impôt sur le revenu bien plus équitable.

Je n'ai parlé que de deux ou trois questions dans mon discours. L'une concerne les comptes fiduciaires des Canadiens très riches qui atteignent maintenant quelque 35 à 36 milliards de dollars sur lesquels on n'a pas payé un seul sou d'impôt. Comment pensez-vous qu'on a accumulé ces sommes? Elles se sont amassées dans un climat de canadianisme collectif. Cet argent ne tombe pas des arbres, je peux vous le dire. Pas un sou d'impôt n'a été payé sur ces fortunes.

Nous avons dit aussi que le gouvernement ne devrait pas autoriser les sociétés à effectuer le genre de déductions telles que les frais de lobbying. L'autre question concernait l'arnaque des déjeuners où on consomme trois

martinis, qui coûtent 1 milliard de dollars aux contribuables canadiens. Il y a des gens, des hommes d'affaires, qui escroquent le gouvernement avec des déjeuners où on consomme trois martinis qu'ils offrent en fait à leur famille et à leurs amis et qui n'ont rien à voir avec des frais professionnels.

Je ne vois pas pourquoi les contribuables ontariens devraient assumer le fardeau du SkyDome alors que les sociétés pratiquent une escroquerie du fait qu'elles peuvent déduire leurs abonnements au SkyDome de leur impôt fédéral sur le revenu. Ce ne sont que quelques exemples et nous pouvons en donner toute la liste parce que nous l'avons soumise au comité.

Quand il y a des milliards de dollars, c'est là où il faut s'adresser. Le système de l'impôt sur le revenu pour être équitable doit être progressiste et cet argent sera redistribué. Il n'y a rien d'équitable dans la taxe à la consommation. Je paie la même TPS pour une coupe de cheveux qu'une personne qui gagne 20 000 \$, 10 000 \$ ou 5 000 \$ par an et je ne vois absolument rien d'équitable à cela. C'est tout à fait injuste.

Une de mes électrices vient de m'écrire et m'a envoyé une copie de tous les bordereaux de TPS qu'elle a payés. Ils s'élevaient à un total de 1 000 \$ et elle a reçu quelque 145 \$ comme remboursement de la TPS pour un an. Nous pénalisons constamment les pauvres. C'est ce que vous faites et je vous affirme que notre parti ne conservera pas une taxe aussi inéquitable et injuste.

M. Mills: Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement le député de Nickel Belt. Je l'ai entendu énumérer toutes les raisons pour lesquelles il n'y aurait pas lieu d'avoir des élections, mais je ne sais très bien s'il en veut ou pas.

Ne croit-il pas que, vu la conjoncture économique, l'ampleur du chômage et le manque de créativité dont fait preuve le gouvernement, toutes les fois que nous votons contre une de ses mesures financières à la Chambre, le message est en somme que nous défions le gouvernement et que, chaque fois, le risque de déclencher des élections est présent?

Ma question est simple: veut-il avoir immédiatement des élections ou préfère-t-il attendre?

M. Rodriguez: Monsieur le Président, je remercie le député d'avoir posé cette question. Je ne veux pas discuter de questions hypothétiques. Je ne vois pas l'utilité de cracher en l'air pour que ça vous retombe ensuite dans le visage. C'est ce genre de chose qui conduit les Canadiens qui suivent nos débats à douter de notre sérieux. C'est le gouvernement qui décide de la tenue d'élections.